

Jugement Soc2 N°022 du 10 Décembre 2004

Jugement Soc2 N°022 du 10 Décembre 2004 HOUNTO HOTEGBE Désiré
(Me Séverin QUENUM) C/ARAB - CONTRACTORS
(Me Nestor NINKO)

**TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE COTONOU
DEUXIEME CHAMBRE SOCIALE JUGEMENT CONTRADICTOIRE N°22/04 du 10 Décembre 2004**

Rôle Général N°44/01

-----HOUNTO HOTEGBE Désiré

(Me Séverin QUENUM)C/ARAB - CONTRACTORS

(Me Nestor NINKO) PRESIDENT : Michel B

MINISTÈRE PUBLIQUE : Onésime MADOD

**MINISTÈRE PUBLIQUE : GRESIME MADOU
GREFFIER : Me S. R. Martial GBAGUIDI**

DEBATS · le 10 Mai 2001 en audience publique

Jugement contradictoire en premier ressort :

Jugement contradictoire en premier ressort,
Prononcé le 10 Décembre 2004 en audience publique

PARTIES EN CAUSEDEMANDEUR : HOUNTO HOTEGBE Désiré assisté de Maître Séverin QUENUM Avocat à la cour;DEFENDEUR : ARAB-CONTRACTORS assistée de Maître Nestor NINKO, Avocat à la Cour ; LE TRIBUNAL- Vu les pièces du dossier ;- Vu les demandes du requérant ;- Vu le protocole d'’accord en date du 17 Juillet 2003 intervenu entre les deux parties;- Où il le Ministère Public en ses réquisitions;- Ensemble les dispositions de la loi 98-004 du 27 janvier 1998 portant code du travail;- Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;Attendu que suivant procès – verbal de non conciliation N°048/ MFPTRA/ DT/SCT en date du 15 Février 2001, Monsieur HOUNTO HOTEGBE Désiré a attrait son employeur ARAB - CONTRACTORS devant la 2ème chambre sociale du Tribunal de 1ère Instance de Cotonou pour s'’entendre condamner à lui payer divers droits et des dommages - intérêts suite à son licenciement ;Attendu qu'’aux termes de l'’article 246 du code du travail « Lorsque les parties comparaissent devant le tribunal, il est procédé à une nouvelle tentative de conciliation. En cas d'’accord total ou partiel, un procès – verbal rédigé séance tenante constate l'’accord intervenu.Ce procès–verbal est exécuté dans les mêmes formes qu'’un jugement » ;Attendu qu'’outre l'’échec de la conciliation devant l'’Inspection du Travail, le tribunal a engagé les parties dans un règlement à l'’amicable ;Attendu que par protocole d'’accord en date à Cotonou du 17 Juillet 2003, les deux parties se sont convenues d'’un règlement à l'’amicable ;Qu'’en tout état de cause, il échet d'’homologuer ledit protocole d'’accord ;PAR CES MOTIFSStatuant publiquement, contradictoirement, en matière sociale et en premier ressort ;EN LA FORMERéçoit HOUNTO HOTEGBE Désiré en son action ;AU FOND- Constate que le protocole d'’accord en date du 17 Juillet 2003 entre la société ARAB-CONTRACTORS et HOUNTO HOTEGBE Désiré est constitutif d'’une transaction.- Dit qu'’il met définitivement fin au litige opposant les parties.- Homologue par conséquent ledit protocole d'’accord.Délai d'’appel : 15 joursONT SIGNÉ LE PRESIDENT LE GREFFIER